

France Télévisions réinvente

LA LUTTE DES PLACES

Ça y est, c'est fait !

Après nous avoir forcés à déménager de notre site historique de Vanves en 2019, perdant par la même occasion la moitié des salariés de France 3 PIDF, le contrôle de notre fabrication ainsi que les 3 000 m² du Bureau Régional d'Information (BRI) ; après nous avoir promis la sanctuarisation des surfaces qui nous étaient allouées au siège, la présidence, fidèle à la maxime "les promesses n'engagent que ceux qui y croient", **s'attaque à notre aire de travail qui pour beaucoup est un deuxième espace de vie.**

À travers le projet Campus, la direction de FTV, comme 77%* des dirigeants d'entreprises ayant mis en place le flex-office, n'a en tête que la réduction des coûts. Une réduction des coûts qui ne l'a pas effleurée lorsqu'en 2019 elle nous a forcés à abandonner nos locaux de Vanves alors que le bail courrait jusqu'en 2022. **Elle a payé 2,5 millions d'euros de loyer par an pendant 3 ans pour des locaux inoccupés.**

Et pour imposer ex nihilo le flex-office et réduire le nombre de postes de travail au sein de la rédaction de PIDF, la présidence dépense sans compter, **on remplace notre mobilier presque neuf par des bureaux plus larges, 1,60 mètre par personne et des écrans de 32 pouces dont nous n'avons pas l'utilité...** Plus de place pour chacun, mais aucune place pour tout le monde. La lutte des places peut commencer !



Les élus de l'instance de proximité, en accord avec la direction de F3 PIDF, ont réussi à faire modifier les plans initiaux du projet Campus en préservant la totalité de la surface de la rédaction. Par conséquent, il suffirait de garder les bureaux actuels pour que le nombre de places à la rédaction ne soit pas altéré par le projet. Une solution qui a non seulement le mérite de préserver le nombre de places à la rédaction de F3 PIDF, mais aussi celui de ne pas engendrer de coûts supplémentaires tout en étant écologiquement vertueuse.

Le flex-office pour tous, ou presque

En revanche, pas de lutte et chacun sa place pour la rédaction nationale. Seule PIDF aujourd'hui et en 2025 nos camarades de Malakoff Outre-mer La 1^{re} subiront les affres du flex-office dès leur arrivée dans cette grande maison.

Dépersonnalisation du poste de travail et déshumanisation en sont les maîtres maux. Le salarié n'a plus d'espace personnel au sein de l'entreprise, il ne fait qu'y passer. **Avec le clean-desk, il doit en plus effacer les traces de son passage lorsqu'il part.**

Pas de télétravail pour les journalistes de terrain

Pour échapper à l'invisibilisation, reste l'évitement à travers le télétravail. **Nous ne pouvons pas être en télétravail, nous devons être présents sur site.** Pour rappel, lors des confinements de 2020, les journalistes de notre rédaction (en dehors des personnes à risques) étaient tous présents pour couvrir l'actualité.

Sans solution, ne reste que la souffrance au travail largement documentée depuis des années. Une étude épidémiologique, parmi d'autres, datée de 2018 de la Fondation Pierre Deniker pour la recherche et la prévention en santé mentale, **révèle une augmentation de 11% des troubles psychosociaux chez les actifs qui travaillent en flex-office** et qu'un tiers des salariés sont en risque de développer une détresse orientant vers un trouble mental.

Du côté employeur, les études ne manquent pas non plus. L'une d'entre elles diligentée en 2021 par Deskeo (1^{er} opérateur de bureau flexible en France) montre que **deux tiers des entreprises dressent un bilan mitigé, voire négatif de leur transition vers le flex-office.**

Quand le flex-office est imposé aux salariés, il génère absentéisme, conflits, amertume, démobilitation et démotivation. Tout cela, la présidence et ses affidés le savent pertinemment, mais le dogme du "flex-office" doit passer peu importe la santé des salariés, la baisse de productivité, voire de créativité.

Au-delà du fait que ce projet est en complète inadéquation avec le journalisme de terrain que nous pratiquons, que le flex-office n'a aucun sens au sein de notre rédaction, ce projet est tout simplement mortifère pour PIDF. Mortifère au vu des risques psycho-sociaux qu'il fait courir aux salariés, mortifère quant à la perte du collectif qu'il entraîne, mortifère également pour notre ligne éditoriale jusqu'à présent collaborative.

Tous les journalistes et encadrants de la rédaction de France 3 Paris IDF sont opposés au projet Campus. **Quant à la direction régionale, elle est restée totalement impuissante et s'est aussi vu imposer ce projet.** Mais comme d'habitude, quand on a les mains dans le cambouis, on ne mérite pas l'oreille de nos dirigeants. Ils sont restés sourds à tous les amendements au projet proposés par les représentants de PIDF.

Nous serons donc également sourds à toute tentative de déplacer nos affaires, nos documents (confidentiels pour certains d'entre eux), nos bureaux, nos photos... **Nous refusons de refaire nos cartons cinq ans jour pour jour après avoir subi le traumatisme du déménagement de Vanves.** Nous refusons la stérilisation de notre rédaction et demandons à la présidence de sortir du dogmatisme des bureaux partagés afin de trouver une solution négociée qui puisse être en adéquation avec les contraintes de notre métier.

Paris, le 19 septembre 2024